



CHAPITRE 98

Loi constituant la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal

[Sanctionnée le 23 décembre 1971]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

DÉFINITIONS

Interprétation:

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions et mots suivants désignent respectivement:

« Conseil »;

a) « Conseil »: le conseil visé à l'article 3;

« Commission »;

b) « Commission »: la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal;

« entreprise ou service de transport en commun »;

c) « entreprise ou service de transport en commun »: toute entreprise ou service de transport en commun de passagers, utilisant quelque moyen de transport autre que le véhicule-taxi, en vertu de quelque modalité contractuelle que ce soit;

« ministre ».

d) « ministre »: le ministre des affaires municipales.

Conseil.

2. Les affaires de la Commission sont administrées par un Conseil, sauf quant aux matières qui sont déclarées être du ressort de la Commission.

SECTION II

CONSEIL

Composition.

3. Le Conseil se compose d'un représentant de chacune des municipalités

CHAPTER 98

An Act to incorporate the Montreal South Shore Transit Commission

[Assented to 23rd December 1971]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

DEFINITIONS

Interpretation:

1. In this act, unless the context imposes a different meaning, the following expressions and words mean respectively:

(a) "Council": the Council contemplated in section 3;

(b) "Commission": the Montreal South Shore Transit Commission;

(c) "public transport undertaking or service": any undertaking or service for public transport of passengers, using any means of transport other than taxi-cabs, under any contractual terms whatever;

(d) "Minister": the Minister of Municipal Affairs.

"Council";

"Commission";

"Public transport undertaking or service";

"Minister".

2. The affairs of the Commission shall be administered by a Council except as regards those matters declared to be under the jurisdiction of the Commission.

Council.

DIVISION II

COUNCIL

Composition.

3. The Council shall consist of one representative from each of the following

suivantes: les villes de Boucherville, Brossard, Greenfield Park, Lemoyne, Longueuil, Saint-Hubert et Saint-Lambert ainsi que la municipalité de Notre-Dame.

Maire
délégué
d'office.

Le maire y est d'office délégué. Au cas de refus ou d'incapacité d'agir du maire, le conseil de la municipalité désigne comme délégué un autre de ses membres, par résolution dont copie doit être transmise à la Commission.

Délégué
non rem-
plaçable.

Toutefois, lorsqu'un délégué commence à assister à une assemblée du Conseil, il ne peut être remplacé à une telle assemblée pendant la durée de cette assemblée.

municipalities: the towns of Boucherville, Brossard, Greenfield Park, Lemoyne, Longueuil, St. Hubert and St. Lambert, and the municipality of Notre-Dame.

The mayor shall be the delegate *ex officio*. If he refuses or is unable to act, the council of the municipality shall appoint another of its members as the delegate, by resolution a copy of which must be sent to the Commission.

Mayor
is
delegate.

However, once a delegate has begun to attend a meeting of the Council he cannot be replaced at such a meeting as long as it lasts.

Delegate
not re-
placeable.

Adresse.

4. Tout membre du Conseil doit dans les quinze jours du début de son mandat faire connaître par écrit au secrétaire du Conseil l'adresse dans le territoire où toutes les communications officielles de la Commission doivent lui être adressées. Il peut de la même façon changer cette adresse.

4. Within the first fifteen days of his term of office, every member of the Council shall inform the secretary of the Council in writing of the address in the territory to which all official communications of the Commission must be sent to him. He may in the same manner change such address.

Address.

Président,
etc.

5. Le Conseil élit un président et désigne un secrétaire.

5. The Council shall elect a chairman and appoint a secretary.

Chair-
man, etc.

Mandat.

6. La durée du mandat du président est d'un an mais s'il cesse d'être membre du conseil de l'une des municipalités du territoire de la Commission avant l'expiration de cette année, il cesse d'être ainsi membre du Conseil; dans ce cas il reste cependant en fonction jusqu'à la désignation de son successeur.

6. The term of office of the chairman shall be one year but if he ceases to be a member of the council of one of the municipalities in the territory of the Commission before the expiry of such year, he shall cease so to be a member of the Council; in such case, he shall nevertheless remain in office until his successor is appointed.

Term of
office.

Idem.

Pour les fins de l'alinéa précédent, une telle personne ne cesse pas d'occuper un tel poste à l'expiration de la durée de son mandat de maire ou de conseiller pourvu qu'elle soit candidate à l'élection qui suit et qu'elle y soit réélue.

For the purposes of the preceding paragraph, such person shall not cease to hold such a position at the expiry of his term of office as mayor or councillor provided that he is a candidate at the ensuing election and is re-elected.

Idem.

Démis-
sion.

En cas de démission du président, la démission prend effet à la date de la réception par le secrétaire du Conseil d'un avis à cet effet signé par le démissionnaire.

If the chairman resigns, the resignation shall take effect upon the date on which the secretary of the Council receives a written notice to that effect, signed by the person resigning.

Resigna-
tion.

Vacance.

La vacance doit être comblée dans les trente jours de la date où elle survient.

The vacancy must be filled within thirty days of the date on which it occurs.

Vacancy.

Vote du
président.

7. Le président du Conseil peut voter comme membre du Conseil mais n'a pas de voix prépondérante au cas d'égalité des voix.

7. The chairman of the Council may vote as a member of the Council but shall not have a casting vote in the case of a tie-vote.

Vote of
chairman.

Présidence des assemblées.

8. Le président du Conseil préside les assemblées du Conseil. Il maintient l'ordre et le décorum pendant les assemblées et il peut faire expulser toute personne qui y trouble l'ordre.

8. The chairman of the Council shall preside over the meetings of the Council. He shall maintain order and decorum during the meetings, and may cause to be expelled any person who disturbs order there.

Chairman presides.

Assemblées publiques.
Quorum.

Les assemblées du Conseil sont publiques.

Le quorum du Conseil est constitué de la majorité des membres.

Meetings of the Council shall be public.

Public.

A majority of the members shall constitute a quorum at sittings of the Council.

Quorum.

Aucun droit de vote.

9. Le président de la Commission a droit de participer aux assemblées du Conseil mais sans droit de vote.

9. The chairman of the Commission shall be entitled to attend meetings of the Council but shall not be entitled to vote.

Chairman of Commission.

Réunion à la demande de la Commission, etc.

10. Le Conseil se réunit à la demande de la Commission, du président du Conseil ou à la demande écrite d'au moins trois membres du Conseil.

10. The Council shall meet at the request of the Commission or of the chairman of the Council, or at the written request of at least three members of the Council.

Request meeting.

Convocation.

11. Les assemblées du Conseil sont convoquées par le secrétaire du Conseil.

11. Meetings of the Council shall be called by the secretary of the Council.

Secretary.

Expédition de l'ordre du jour, etc.

Une copie de l'ordre du jour, s'il s'agit d'une assemblée tenue à la demande de la Commission ou une copie de l'avis de convocation mentionnant les affaires qui seront prises en considération, s'il s'agit d'une assemblée tenue à la demande du président du Conseil ou à la demande de membres du Conseil, doit être expédiée par le secrétaire et livrée par un fonctionnaire ou employé des municipalités du territoire de la Commission à chaque membre du Conseil au moins trois jours avant l'assemblée.

A copy of the agenda paper in the case of a meeting held at the request of the Commission, or a copy of the notice of convocation mentioning the business to be considered, in the case of a meeting held at the request of the chairman of the Council or of members of the Council, must be sent by the secretary and delivered by an officer or employee of the municipalities in the territory of the Commission to each member of the Council at least three days before the meeting.

Agenda paper, etc., sent.

Décisions à la majorité.

12. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix, cette majorité devant comprendre au moins 50% des voix des municipalités autres que la ville de Longueuil et représentées à l'assemblée.

12. Decisions of the Council shall be taken by a majority vote, such majority to comprise at least 50% of the votes of the municipalities other than the city of Longueuil represented at the meeting.

Majority vote.

Nombre de voix.

Sauf dans le cas de l'article 25, chaque membre du Conseil dispose d'une voix pour chaque millier d'habitants de la municipalité qu'il représente.

Except in the case of section 25, each member of the Council shall have one vote for each thousand inhabitants of the municipality which he represents.

Number of votes.

Obligation de voter.

13. Tout membre du Conseil présent à une assemblée est tenu de voter. Cependant aucun membre du Conseil ne peut voter sur une question dans laquelle il a par lui-même ou par son associé un intérêt pécuniaire direct; n'est pas considérée un intérêt pécuniaire direct l'accep-

13. Every member of the Council who is present at a meeting must vote. However, no member of the Council shall vote on any matter in which he has a direct pecuniary interest himself or through his associate; an acceptance of or a request for services made available

Duty to vote.

tation ou la réquisition de services mis à la disposition du public suivant un tarif établi.

Intérêt personnel.

Le Conseil en cas de contestation décide si le membre a un intérêt personnel dans la question et ce membre ne peut voter sur la question de savoir s'il est intéressé.

Rémunération.

14. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe la rémunération des membres du Conseil.

Idem.

Le Conseil détermine le traitement de son secrétaire. Cette rémunération et ce traitement sont à la charge de la Commission.

Procès-verbaux.

15. Les procès-verbaux des votes et délibérations du Conseil sont inscrits dans un livre tenu à cette fin par le secrétaire du Conseil; après avoir été lus et ratifiés à l'assemblée suivante, ils sont signés par le président et le secrétaire du Conseil; ils sont accessibles à tous les intéressés.

to the public according to a fixed tariff shall not be deemed a direct pecuniary interest.

In case of dispute, the Council shall decide whether the member has a personal interest in the matter, and such member shall not vote on the matter of his interest.

Personal interest.

14. The Lieutenant-Governor in Council shall fix the remuneration of the members of the Council.

Remuneration.

The Council shall fix the salary of its secretary. Such remuneration and such salary shall be charged to the Commission.

Idem.

15. The minutes of the votes and proceedings of the Council shall be entered in a book kept for such purpose by the secretary of the Council; after having been read and ratified at the next meeting, they shall be signed by the chairman and the secretary of the Council; they shall be open to the inspection of all interested persons.

Minutes.

SECTION III

COMMISSION

§ 1.—Généralités

Constitution. Nom.

16. Une corporation publique est par les présentes constituée sous le nom en français, de « Commission de transport de la Rive Sud de Montréal » et, en anglais, « Montreal South Shore Transit Commission ».

Pouvoirs.

17. La Commission est une corporation au sens du Code civil; elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

Siège social.

18. La Commission a son siège social dans son territoire, à l'endroit qu'elle détermine par règlement dont avis est publié dans la *Gazette officielle du Québec*; elle peut aussi le transporter de la même façon à tout autre endroit de ce territoire.

Objet.

19. La Commission a pour objet l'exploitation d'une entreprise de transport en commun dans son territoire.

DIVISION III

COMMISSION

§ 1.—General Provisions

16. A public corporation is hereby constituted under the name of "Montreal South Shore Transit Commission" in English and "Commission de transport de la Rive Sud de Montréal" in French.

Constituted. Name.

17. The Commission shall be a corporation within the meaning of the Civil Code; it shall have the general powers of such a corporation and the special powers conferred upon it by this act.

Powers.

18. The Commission shall have its corporate seat in its territory, at a place which it shall determine by a by-law, a notice of which shall be published in the *Québec Official Gazette*; it may also transfer it in like manner to any other place in such territory.

Corporate seat.

19. The object of the Commission shall be to operate a public transport undertaking in its territory.

Object.

Objet.	Elle peut également, tant qu'elle le juge opportun, continuer l'exploitation, même à l'extérieur de son territoire, de tout réseau de transport en commun, de toute franchise et de tout permis que comprenait ou possédait une entreprise de transport en commun dont elle a acquis les actifs ou le capital-actions.	It may also, as long as it deems it expedient, continue the operation even outside its territory of any public transport system, franchise and permit included in or held by a public transport undertaking whose assets or capital stock it has acquired.	Objet.
Juridiction.	20. La Commission a compétence sur le territoire des municipalités mentionnées à l'article 3.	20. The Commission shall have jurisdiction in the territory of the municipalities mentioned in section 3.	Territorial competence.
Dévolution des biens.	21. Au cas de dissolution de la Commission, ses biens, après paiement de ses dettes, sont dévolus aux municipalités de son territoire de la manière prescrite par le lieutenant-gouverneur en conseil.	21. In the case of dissolution of the Commission, its property, after payment of its debts, shall be vested in the municipalities in its territory in the manner prescribed by the Lieutenant-Governor in Council.	Vesting of property upon dissolution.
Usage des revenus.	22. Tous les revenus de la Commission servent à acquitter ses obligations et à exploiter, maintenir et améliorer son réseau de transport.	22. All the revenue of the Commission shall be used to discharge its obligations and to operate, maintain and improve its transport system.	Use of revenue.
§ 2.—Composition et fonctionnement			
Composition.	23. La Commission se compose de trois commissaires, dont un président-directeur général, nommés de la façon ci-après prévue.	23. The Commission shall consist of three commissioners, one of whom shall be chairman and general manager, appointed in the manner hereinafter provided.	Composition.
Mandat des commissaires.	24. Les commissaires sont nommés pour un mandat de dix ans. Néanmoins, tout commissaire demeure en fonction après l'expiration de son mandat jusqu'à la nomination de son successeur.	24. The commissioners shall be appointed for a term of office of ten years. Nevertheless, every commissioner shall remain in office after the expiry of his term until his successor is appointed.	Term of office of commissioners.
Renouvellement.	Ces mandats sont renouvelables.	Such terms shall be renewable.	Renewal.
Nominations.	25. Un commissaire est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil et un autre est désigné par résolution du Conseil.	25. One commissioner shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council and another shall be designated by resolution of the Council.	Appointments.
Liste des candidats.	Dans les soixante jours suivant leur nomination, ces deux commissaires doivent soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil une liste de candidats pour le poste de président-directeur général.	Within sixty days after their appointment such two commissioners must submit to the Lieutenant-Governor in Council a list of candidates for the position of chairman and general manager.	List of candidates.
Président-directeur général.	Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme président-directeur général une personne dont le nom figure sur la liste soumise par les commissaires.	The Lieutenant-Governor in Council shall appoint as chairman and general manager a person whose name appears on the list submitted by the commissioners.	Chairman and general manager.

- Défaut de fournir la liste.** À défaut par les commissaires de transmettre cette liste dans le délai prévu, le lieutenant-gouverneur en conseil nomme toute personne de son seul choix.
- If the commissioners fail to send the list within the prescribed delay the Lieutenant-Governor in Council shall appoint a person of his own choice.** Failure to send list.
- Vacance.** **26.** Toute vacance au sein de la Commission sauf quant au président doit être comblée dans les trente jours de la date où elle survient, de la même manière, *mutatis mutandis*, que pour la désignation du membre à remplacer.
- 26.** Any vacancy on the Commission, except as regards the chairman, must be filled within thirty days of the date on which it occurs, in the same manner, *mutatis mutandis*, as for the designation of the member to be replaced.
- Quorum.** **27.** Le quorum des séances de la Commission est de la majorité des membres, dont le président-directeur général.
- 27.** A majority of the members, including the chairman and general manager, shall constitute a quorum at meetings of the Commission.
- Vote.** Chaque commissaire y compris le président, a droit à un vote à toute séance de la Commission; au cas d'égalité des voix, le président a, en plus, un vote prépondérant.
- Each commissioner, including the chairman, shall be entitled to one vote at each meeting of the Commission; in the case of a tie-vote the chairman shall also have a casting vote.
- Services exclusifs.** **28.** Le président-directeur général doit s'occuper exclusivement du travail de la Commission et des devoirs de son office et ne peut avoir aucun autre emploi ou occupation rémunéré.
- 28.** The chairman and general manager shall devote himself exclusively to the work of the Commission and the duties of his office and shall hold no other remunerated employment or occupation.
- Autres commissaires.** Les autres commissaires doivent consacrer aux affaires de la Commission tout le temps nécessaire.
- The other commissioners must devote all the time necessary to the affairs of the Commission.
- Fonctions incompatibles.** **29.** Sont incompatibles avec la fonction de commissaire, la fonction de maire, de membre du conseil ou de fonctionnaire d'une municipalité du territoire de la Commission.
- 29.** The function of mayor, member of the council or officer of any municipality in the territory of the Commission shall be incompatible with that of commissioner.
- Conflits d'intérêts.** Aucun commissaire ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Commission.
- No commissioner, on pain of forfeiture of his office, may have any direct or indirect interest in an undertaking causing his interest to conflict with that of the Commission.
- Exception.** Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.
- Such forfeiture, however, shall not occur if such interest devolves to him by succession or gift and he renounces or disposes of it with all possible dispatch.
- Honoraires, etc.** **30.** Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les honoraires, allocations, traitements et pensions des commissaires. Ces sommes sont payées par la Commission.
- 30.** The Lieutenant-Governor in Council shall fix the fees, allowances, salaries and pensions of the commissioners. Such sums shall be paid by the Commission.
- Immunité.** **31.** Les commissaires et le secrétaire de la Commission ne peuvent être pour-
- 31.** The commissioners and the secretary of the Commission cannot be sued

suivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

by reason of official acts done in good faith in the exercise of their functions.

Recours
prohibés.

32. Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé, ni aucune injonction accordée contre la Commission, les commissaires ou le secrétaire agissant en leur qualité officielle, si ce n'est à la demande du lieutenant-gouverneur en conseil, ou d'une municipalité du territoire de la Commission.

32. None of the extraordinary recourses provided in articles 834 to 850 of the Code of Civil Procedure shall be exercised and no injunction shall be granted against the Commission, the commissioners or the secretary acting in their official capacity, except upon the request of the Lieutenant-Governor in Council, or of a municipality in the territory of the Commission.

Recourses
denied.

Disposi-
tions non
applica-
bles.

33. Les dispositions de l'article 33 du Code de procédure civile ne s'appliquent pas à la Commission, sauf sur une demande du lieutenant-gouverneur en conseil, ou d'une municipalité du territoire de la Commission.

33. Article 33 of the Code of Civil Procedure shall not apply to the Commission except upon the request of the Lieutenant-Governor in Council or of a municipality in the territory of the Commission.

Provision
not to
apply.

Annula-
tion de
bref, etc.

34. Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref ou toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre de la présente loi.

34. Two judges of the Court of Appeal, upon motion, may annul summarily any writ, order or injunction issued or granted contrary to this act.

Annul-
ment of
writ, etc.

§ 3.—Pouvoirs

§ 3.—Powers

Pouvoirs
généraux.

35. La Commission peut, en outre des autres pouvoirs qu'elle possède en vertu de la présente loi:

- a) avoir un sceau qu'elle peut modifier à volonté;
- b) ester en justice;
- c) s'obliger et obliger autrui envers elle en suivant, le cas échéant, les formalités prévues par la présente loi;
- d) acquérir de gré à gré tout bien meuble ou immeuble;
- e) vendre, échanger, grever, donner à bail ou aliéner tout bien meuble ou immeuble en suivant, le cas échéant, les formalités prévues par la présente loi;
- f) construire, posséder, entretenir, améliorer et utiliser, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a la jouissance, tout ouvrage susceptible de favoriser l'exercice de sa compétence et contribuer ou aider de toute manière à la construction, à l'amélioration et à l'entretien de tels ouvrages;
- g) établir et maintenir ou aider à l'établissement ou au maintien de caisses de

35. In addition to the other powers which it has under this act, the Commission may:

- (a) have a seal which it may alter at will;
- (b) appear before the courts;
- (c) bind itself and bind others towards it by observing, where necessary, the formalities prescribed by this act;
- (d) acquire by agreement any moveable or immoveable property;
- (e) sell, exchange, encumber, lease or alienate any moveable or immoveable property by observing, where necessary, the formalities prescribed by this act;
- (f) construct, own, maintain, improve and use, on its property or on that of which it has the enjoyment, any work calculated to further the exercise of its jurisdiction, and contribute to or assist in any manner in the construction, improvement or maintenance of such work;
- (g) establish and maintain or assist in the establishment or maintenance of relief

General
powers.

secours ou de retraites ou de régimes de rentes en faveur de ses fonctionnaires et employés ou de leurs parents et personnes à charge et effectuer à leur acquit le paiement de primes, le tout sous réserve des dispositions de la Loi des régimes supplémentaires de rentes;

h) adopter des règlements pour sa régie interne et la conduite de ses affaires;

i) faire toutes les études qu'elle juge utiles à l'exercice de sa compétence, que ces études portent sur son territoire ou sur un autre territoire.

Exprop-
riation.

36. La Commission peut acquérir par voie d'expropriation tout immeuble, partie d'immeuble ou droit réel quelconque, dans les limites de son territoire ou à l'extérieur de celui-ci, dont elle a besoin pour la réalisation de ses objets.

Autorisa-
tion re-
quise.

Cependant, s'il s'agit d'un immeuble, partie d'immeuble ou droit réel consacré à un usage public ou non susceptible d'expropriation d'après toute loi générale ou spéciale, l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil est requise.

Procé-
dure.

Pour exproprier, la Commission procède, *mutatis mutandis*, selon les dispositions du Code de procédure civile.

Soumis-
sions et
avis pour
octroi de
contrats.

37. À moins qu'il ne comporte une dépense inférieure à \$25,000, tout contrat pour l'exécution de travaux, la fourniture de matériel ou de matériaux ou la fourniture de services autres que des services professionnels est adjugé par la Commission après demande de soumissions publiques par annonce dans un journal quotidien de langue française et dans un journal quotidien de langue anglaise circulant dans le territoire de la Commission. Le délai pour la réception des soumissions ne doit pas être inférieur à huit jours. Les soumissions ne sont demandées et les contrats qui peuvent en découler ne sont accordés que suivant l'une ou l'autre des bases suivantes:

a) à prix forfaitaire;

b) à prix unitaire.

Ouverture
des sou-
missions.

Toutes les soumissions doivent être ouvertes publiquement en présence d'au moins deux témoins, aux date, heure et lieu mentionnés dans la demande de soumissions. Tous ceux qui ont soumissionné

or retirement funds or pension plans for its officers and employees, or their relatives and dependants, and pay premiums for them, the whole subject to the Supplemental Pension Plans Act;

(h) make by-laws for its internal management and the conduct of its affairs;

(i) carry out such studies as it deems useful for the exercise of its jurisdiction, whether such studies deal with its territory or with any other territory.

36. The Commission may acquire by expropriation any immovable, part of an immovable or real right, within or without the limits of its territory, which it requires for the attainment of its objects.

Exprop-
riation.

However, in the case of an immovable, part of an immovable or real right intended for public use and not susceptible of expropriation according to any general law or special act, the prior authorization of the Lieutenant-Governor in Council shall be required.

Author-
ization
required.

In order to expropriate, the Commission shall proceed, *mutatis mutandis*, in accordance with the Code of Civil Procedure.

Proce-
dure.

37. Unless it involves an expenditure of less than \$25,000, no contract for the performance of work or the supply of equipment or materials or the furnishing of services other than professional services shall be awarded by the Commission after a call for public tenders by advertisement in a French-language daily newspaper and in an English-language daily newspaper circulating in the territory of the Commission. The delay for the receipt of tenders shall not be less than eight days. Tenders shall not be called for nor shall the contracts resulting therefrom be awarded except on one or the other of the following bases:

Contracts
awarded
after
public
tenders.

(a) for a fixed price;

(b) at unit prices.

All tenders must be opened publicly in the presence of at least two witnesses, on the day and at the hour and place mentioned in the call for tenders. All those who have tendered may be present

Opening
of tenders.

peuvent assister à l'ouverture des soumissions. Les noms des soumissionnaires et leur prix respectif doivent être déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions.

Octroi des
contrats.

La Commission ne peut, sans l'autorisation préalable du ministre, accorder le contrat à une personne autre que celle qui a fait, dans le délai fixé, la soumission la plus basse.

Un seul
soumis-
sionnaire.

S'il n'y a qu'un seul soumissionnaire, la Commission ne peut octroyer un tel contrat sans l'approbation du Conseil.

Pouvoirs
particu-
liers.

38. La Commission peut, en outre de ses pouvoirs généraux, exercer les pouvoirs particuliers suivants:

a) conclure, avec l'approbation de la Régie des transports, toute entente jugée utile avec toute entreprise de transport en commun;

b) donner à loyer, sur ses propriétés, des espaces pour tous commerces qu'elle pourra déterminer et réglementer l'usage des montres et des vitrines de ces établissements ainsi que louer des espaces publicitaires sur ses propriétés et ses véhicules;

c) acquérir, posséder et exploiter elle-même tous commerces aux endroits décrits au paragraphe b;

d) adopter des règlements concernant la conduite des personnes sur ses propriétés et dans ses véhicules ou concernant ses billets et correspondances;

e) avec l'approbation de la Commission municipale du Québec, faire tous travaux qu'elle juge nécessaires à une meilleure exploitation de ses services, y compris construire, posséder et exploiter des parcs ou garages de stationnement, des quais et débarcadères, faire des travaux d'élargissement ou de redressement de rues et tous autres travaux qu'elle considère nécessaires ou utiles à une exploitation efficace de ses services;

f) aliéner sans aucune permission ni formalité spéciale tout véhicule dont la valeur, selon la Commission de transport, ne dépasse pas \$5,000 et tout autre bien meuble dont la valeur, selon elle, ne dépasse pas \$500;

g) à l'enchère, par soumissions publiques ou de toute autre façon autorisée par la Commission municipale du Québec, mais sans la permission du Conseil, aliéner

at the opening of the tenders. The names of the tenderers and their respective prices must be mentioned aloud at the opening of the tenders.

The Commission shall not, without the prior authorization of the Minister, award the contract to any person other than the person who submitted the lowest tender within the prescribed delay.

Awarding
contract.

If there is only one tenderer the Commission may not grant such contract without the approval of the Council.

One ten-
derer.

38. In addition to its general powers, the Commission may exercise the following special powers:

Special
powers.

(a) with the approval of the Transportation Board, to make any agreement deemed useful with any public transport undertaking;

(b) to lease, on its property, space for any business which it may determine and regulate the use of showcases and display windows in such establishments and lease advertising space on its property and in its vehicles;

(c) to acquire, possess and operate by itself any business at the places described in paragraph b;

(d) to make by-laws respecting the conduct of persons on its properties or in its vehicles or respecting its tickets and transfers;

(e) with the approval of the Québec Municipal Commission, to perform such work as it deems necessary for the better operation of its services, including the power to build, possess and operate grounds or garages for parking, wharves and unloading docks, to perform works for the widening or straightening of streets and any other works it deems necessary or useful for the efficient operation of its services;

(f) alienate without any permission or special formality any vehicle whose value, according to the Transit Commission, does not exceed \$5,000 and any other moveable property whose value, according to it, does not exceed \$500;

(g) at auction, by public tenders or in any other manner authorized by the Québec Municipal Commission, but without the permission of the Council, alienate

tout bien meuble ou immeuble dont la valeur, selon la Commission de transport, ne dépasse pas \$10,000;

h) avec la permission du Conseil et les formalités prévues au paragraphe g, aliéner tout bien meuble ou immeuble dont la valeur, selon la Commission de transport dépasse \$10,000;

i) avec la permission de la Régie des transports, mais sans autre permission ni formalité spéciale, aliéner toute partie située hors de son territoire d'une entreprise de transport en commun dont elle a fait l'acquisition, ainsi que les permis y afférents.

any moveable or immoveable property whose value, according to the Transit Commission, does not exceed \$10,000;

(h) with the permission of the Council and the formalities provided for in paragraph g, alienate any moveable or immoveable property whose value, according to the Transit Commission, exceeds \$10,000;

(i) with the permission of the Transportation Board, but without any other permission or special formality, alienate any part situated outside its territory of a public transport undertaking which it has acquired and the permits related thereto.

Acquisition d'actifs d'entreprises de transport.

39. La Commission peut, avec l'autorisation du Conseil, acquérir, de gré à gré ou par expropriation, la totalité ou toute partie des actifs ou du capital-actions de toute entreprise de transport en commun exploité, en tout ou pour la plus grande partie, à l'intérieur de son territoire.

39. With the authorization of the Council, the Commission may acquire by agreement or by expropriation all or part of the assets or of the capital stock of any public transport undertaking operated in whole or for the greater part within its territory.

Acquisition of assets, etc., of undertaking.

Dépôt d'un montant.

Dans le cas d'acquisition par expropriation avec possession préalable, la Commission doit déposer au préalable une somme équivalente à soixante-quinze pour cent des revenus bruts d'exploitation du dernier exercice financier de l'expropriée, tels qu'établis par les états financiers déposés à la Régie des transports qui en délivre un certificat.

In the case of acquisition by expropriation with prior possession, the Commission shall previously deposit a sum equivalent to seventy-five per cent of the gross operating revenue for the last fiscal year of the expropriated party, as established by the financial statements deposited with the Transportation Board which shall issue a certificate thereof.

Deposit of sum.

Dispositions applicables.

Dans le cas d'une acquisition prévue au présent article, l'article 36 du Code du travail s'applique.

In the case of an acquisition contemplated in this section, section 36 of the Labour Code shall apply.

Provisions to apply.

Conditions d'exploitation.

La Commission de transport ne peut exploiter aucun service de transport en commun dans le territoire actuellement desservi par « Chambly Transport Inc. », sans acquérir de gré à gré ou par expropriation les biens meubles et immeubles dans cette entreprise de transport desservant le territoire auquel la Commission de transport établit ainsi son service.

The Transit Commission shall not operate any public transport service in the territory now served by "Chambly Transport Inc.", unless it acquires by agreement or expropriation the moveable and immoveable property in such transport undertaking serving the territory in which the Transit Commission so establishes its service.

Conditions for operation.

Commissaires seuls administrateurs.

40. Dès l'acquisition par la Commission de la totalité du capital-actions d'une entreprise de transport en commun, les fonctions des administrateurs alors en fonctions de l'entreprise prennent fin et les commissaires deviennent les seuls administrateurs de cette entreprise, sans rémunération et sans être personnellement actionnaires de cette entreprise, nonob-

40. As soon as the Commission acquires all of the capital stock of a public transport undertaking, the functions of the directors of the undertaking then in office shall cease and the commissioners shall become the sole directors of such undertaking, without remuneration, and without personally being shareholders of such undertaking, notwithstanding any in-

Commissioners sole directors.

tant toute disposition inconciliable d'une loi, d'une charte ou d'un règlement.

consistent provision of any law, charter or by-law.

Nullité
d'émission
d'actions,
etc.

41. Toute émission d'actions ou d'obligations faite par une entreprise de transport a, à l'exclusion de la Régie des services publics, juridiction pour fixer les conditions de l'expropriation et l'indemnité.

41. Every issue of shares or bonds made by a public transport undertaking after the date of the resolution of the Commission ordering the expropriation of the capital stock of such undertaking shall be null and void.

Nullity of
issue of
shares,
etc.

Juridic-
tion au
cas d'ex-
propria-
tion.

42. Dans le cas d'une expropriation prévue par l'article 39, la Régie des transports a, à l'exclusion de la Régie des services publics, juridiction pour fixer les conditions de l'expropriation et l'indemnité.

42. In the case of an expropriation contemplated by section 39, the Transportation Board, to the exclusion of the Public Service Board, shall have jurisdiction to fix the conditions for the expropriation and the indemnity.

Jurisdic-
tion re-
specting
expropria-
tion.

Droits des
entreprises
sauve-
gardés.

43. Nonobstant toute loi, convention, acte de fiducie ou disposition quelconque, aucune des dispositions de la présente loi ni l'exercice d'aucun des pouvoirs qu'elle confère à la Commission, ni aucun des actes qu'elle autorise n'a pour effet de constituer une entreprise de transport en commun en défaut aux termes des conventions et actes de fiducie ayant trait à des obligations, ni de rendre le paiement exigible avant échéance, ni de permettre aux créanciers ou aux fiduciaires ou représentants des créanciers d'exercer les pouvoirs et recours prévus pour le cas de défaut de l'entreprise de transport en commun relativement à ces obligations, sauf dans le cas où le paiement de la dette n'a pas été assumé par la Commission.

43. Notwithstanding any law, agreement, trust deed or other provision, none of the provisions of this act nor the exercise of any of the powers which it assigns to the Commission, nor any of the acts which it authorizes shall have the effect of putting a public transport undertaking in default under the terms of the agreements and trust deeds relating to bonds, or of making the payment exigible before maturity, or of enabling the creditors or the trustees or representatives of the creditors to exercise the powers and recourses contemplated in the case of default of the public transport undertaking as regards such bonds, except in the case where payment of the debt has not been assumed by the Commission.

Public
transport
not in
default.

Effet de
prise à
charge
d'obliga-
tions.

44. La prise à sa charge par la Commission des obligations d'une entreprise de transport en commun tient lieu de toutes hypothèques et garanties s'y rapportant et grevant les biens de cette entreprise, et ces hypothèques et garanties sont éteintes.

44. The assumption of the obligations of a public transport undertaking by the Commission shall be in lieu of all hypothecs and guarantees relating thereto and encumbering the property of such undertaking, and such hypothecs and guarantees shall be extinguished.

Effect of
assump-
tion of
obliga-
tions.

Radiation
d'hypo-
thèques,
etc.

La radiation de l'enregistrement de ces hypothèques et garanties se fait par la présentation et le dépôt, pour fins de radiation, au bureau de la division d'enregistrement visée, d'une réquisition à cet effet, signée par le président-directeur général et le secrétaire de la Commission, attestant que celle-ci a acquis la propriété et la possession définitive des biens meubles et immeubles pertinents, désignant les immeubles affectés par cet enregistre-

The cancellation of the registration of such hypothecs and guarantees shall be effected by the presentation and deposit, for purposes of cancellation, in the office of the registration division contemplated, of a requisition therefor, signed by the chairman and general manager and the secretary of the Commission, attesting that it has acquired the ownership and final possession of the pertinent moveable and immoveable property, designating the

Cancellat-
ion of hy-
pothecs,
etc.

ment et énonçant les numéros de l'enregistrement des hypothèques et garanties à radier. Cette réquisition fait preuve *prima facie* de son contenu, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'autorité des signataires.

immoveable property affected by such registration and specifying the registration numbers of the hypothecs and guarantees to be cancelled. Such requisition shall make *prima facie* proof of its contents without its being necessary to prove the authority of the signatories.

Dévolu-
tion des
biens, etc.

45. Dans le cas d'acquisition ou d'expropriation du capital-actions d'une entreprise de transport en commun, tous les biens, droits et obligations de cette entreprise sont dévolus à la Commission et il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, lorsque le montant total du prix ou de l'indemnité payable pour les actions a été payé à ceux qui y ont droit ou déposé selon la loi, de décréter par arrêté en conseil l'annulation de la charte de l'entreprise de transport en commun. Un avis de l'adoption de cet arrêté en conseil est publié dans la *Gazette officielle du Québec* et l'annulation prend effet à compter de la date fixée par l'arrêté en conseil. S'il reste alors des réclamations ou procédures judiciaires pendantes entre cette entreprise et des tiers, la Commission est, à compter de l'annulation de la charte de cette entreprise, aux droits et obligations de celle-ci; dès cette annulation, la Commission est, dans toutes les causes pendantes, substituée à l'entreprise, de plein droit et sans reprise d'instance, et les jugements obtenus sont exécutoires par ou contre la Commission, selon le cas.

45. In the case of acquisition or expropriation of the capital stock of a public transport undertaking, all the property, rights and obligations of such undertaking shall devolve upon the Commission, and the Lieutenant-Governor in Council, whenever the total amount of the price or indemnity payable for the shares has been paid to those entitled thereto or deposited in accordance with the law, may cancel the charter of the public transport undertaking by order in council. Notice of the passing of such order in council shall be published in the *Québec Official Gazette* and the cancellation shall take effect from the date fixed by the order in council. If there then remain any claims or judicial proceedings pending between such undertaking and third parties, the Commission, from the cancellation of the charter of such undertaking, shall be in the rights and obligations of such undertaking; upon such cancellation, the Commission, in all pending cases, shall be substituted for the undertaking, of right, and without proceedings in continuance of suit, and the judgments obtained shall be executory by or against the Commission, as the case may be.

Devolu-
tion of
property,
etc.

Établis-
sement,
etc., de
circuits
d'autobus.

46. La Commission, de sa seule autorité et sans autre approbation, peut établir, modifier et abolir des circuits, remplacer des circuits d'autobus par des circuits d'autres modes de transport en commun, en changer le parcours, et, pour chacune de ces fins, utiliser toute rue publique qu'elle juge appropriée dans son territoire. Le secrétaire de la Commission doit transmettre sans délai aux municipalités du territoire de la Commission et faire publier sans délai dans un quotidien de langue française et un quotidien de langue anglaise circulant dans son territoire une copie certifiée de la résolution de la Commission.

46. The Commission, on its own authority and without any further approval, may establish, change or cancel lines, replace autobus lines by lines of other means of public transport, change their routes and, for any such purpose, use any public street which it deems expedient in its territory. The secretary of the Commission shall send forthwith to the municipalities in the territory of the Commission and cause to be published without delay in a French-language daily newspaper and in an English-language daily newspaper circulating in its territory, a certified copy of the resolution of the Commission.

Author-
ity over
lines.

Appel de décisions.

47. Toute décision de la Commission abolissant ou modifiant un circuit ou refusant l'établissement d'un nouveau circuit ou le prolongement ou la modification d'un circuit existant peut être révisée par la Régie des transports, sur appel de toute municipalité ou personne intéressée. Cet appel est formé par requête signifiée à la Commission et aux municipalités du territoire de la Commission dans les trente jours de la publication prévue à l'article 46. La Régie des transports peut modifier la décision de la Commission pour l'avenir seulement, à compter d'une date fixée par l'ordonnance de la Régie; la décision de la Commission est mise à exécution notwithstanding l'appel, à moins que la Régie des transports ne lui ordonne de surseoir à son exécution.

47. Any decision of the Commission cancelling or changing a line or refusing to establish a new line or to extend or alter an existing line may be revised by the Transportation Board, upon an appeal by any municipality or person concerned. Such appeal shall be brought by a petition served upon the Commission and the municipalities in the territory of the Commission within thirty days after the publication contemplated in section 46. The Transportation Board may amend the decision of the Commission for the future only, from a date fixed by the order of the Board; the decision of the Commission shall be carried out notwithstanding the appeal, unless the Transportation Board orders it to suspend the execution of such decision.

Appeal from decision.

Tarifs.

48. La Commission peut, en tout temps, établir des tarifs pour le transport des usagers, ainsi qu'établir des tarifs différents selon les moyens de transport ou les catégories d'usagers.

48. The Commission may at any time establish tariffs for the transport of users, and establish different tariffs according to the means of transport or the classes of users.

Tariffs.

Copie certifiée de résolution.

Le secrétaire de la Commission doit transmettre sans délai aux municipalités du territoire de la Commission et faire publier sans délai dans un quotidien de langue française et un quotidien de langue anglaise circulant dans le territoire sous sa juridiction une copie certifiée de la résolution de la Commission.

The secretary of the Commission shall send forthwith to the municipalities in the territory of the Commission and cause to be published without delay in a French-language daily newspaper and an English-language daily newspaper circulating in the territory under its jurisdiction, a certified copy of the resolution of the Commission.

Certified copy of resolution.

Appel sur les tarifs.

49. Toute décision de la Commission relative aux tarifs peut être révisée par la Régie des transports sur appel de toute municipalité ou personne intéressée.

49. Any decision of the Commission respecting tariffs may be revised by the Transportation Board upon an appeal by any municipality or person concerned.

Appeal from decision on tariffs.

Requête.

L'appel est formé par requête signifiée à la Commission ainsi qu'aux municipalités du territoire de la Commission dans les trente jours de la publication prévue à l'article 48.

The appeal shall be taken by a petition served upon the Commission and the municipalities in the territory of the Commission within thirty days after the publication provided for in section 48.

Petition.

Modification de décision, etc.

La Régie des transports peut modifier la décision de la Commission pour l'avenir seulement, à compter d'une date fixée par l'ordonnance de la Régie; la décision de la Commission est mise à exécution notwithstanding l'appel, à moins que la Régie des transports ne lui ordonne de surseoir à son exécution.

The Transportation Board may amend the decision of the Commission for the future only, from a date to be fixed by an order of the Board; the decision of the Commission shall be executed notwithstanding any appeal, unless the Transportation Board orders it to suspend the execution of such decision.

Amendment of decision, etc.

Jurisdiction.

50. La Commission n'est pas soumise à la juridiction de la Régie des

50. The Commission shall not be subject to the jurisdiction of the Transpor-

Jurisdiction.

transports autrement qu'en vertu d'une disposition de la présente loi.

tation Board otherwise than under a provision of this act.

Vente
d'effets
non
réclamés.

51. La Commission peut faire vendre à l'encan les effets mobiliers qui ont été trouvés dans ses véhicules ou sur ses propriétés et qui n'ont pas été réclamés dans les deux mois.

51. The Commission may cause to be sold at auction moveable effects found in its vehicles or on its property and which have not been claimed within two months.

Sale of
unclaimed
effects.

Délai
après pu-
blication.

La vente ne peut avoir lieu qu'au moins dix jours après la publication, dans un quotidien de langue française et un quotidien de langue anglaise, d'un avis de vente mentionnant la nature des biens et indiquant le lieu, le jour et l'heure où la vente sera faite.

The sale shall not take place less than ten days after the publication in a French-language daily newspaper and in an English-language daily newspaper of a notice of sale mentioning the nature of the effects and indicating the place, date and time of the sale.

Delay
after pub-
lication.

Respon-
sabilité et
prescrip-
tion.

La Commission n'est alors responsable à l'égard du propriétaire que du produit de la vente, déduction faite des frais de conservation et de vente. La réclamation du propriétaire à ce sujet se prescrit par un an à compter de la vente.

The Commission shall then not be liable to the owner except for the proceeds of the sale, less the costs of preservation and sale. The owner's claim in this respect shall be prescribed by one year from the date of the sale.

Liability
and pre-
scription.

Dons
d'effets
périssables.

La Commission peut donner à des institutions ou oeuvres de charité les effets périssables trouvés aux mêmes endroits et non réclamés dans les douze heures.

The Commission may give perishable effects found in such places and unclaimed within twelve hours to charitable institutions or undertakings.

Gifts of
perish-
able
effects.

Id., effets
non
vendus.

Elle peut aussi donner à des institutions ou oeuvres de charité les effets qui n'ont pas trouvé preneur lors d'un encan.

It may also give to charitable institutions or undertakings any effects which have remained unsold at an auction.

Id., effects
unsold.

Aucune
responsa-
bilité.

Dans les cas des deux alinéas précédents, la Commission est indemne de toute responsabilité à l'égard des propriétaires des effets en question.

In the case of the two preceding paragraphs, the Commission shall be free from any liability towards the owners of the effects concerned.

No
liability.

S.R., c.
290, non
applicable.

52. La Commission n'est pas soumise à l'application de la Loi des chemins de fer (Statuts refondus, 1964, chapitre 290).

52. The Commission shall not be subject to the application of the Railway Act (Revised Statutes, 1964, chapter 290).

R.S., c.
290, inap-
plicable.

§ 4.—Dispositions financières

§ 4.—Financial provisions

Exercice
financier.

53. L'exercice financier de la Commission commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

53. The fiscal year of the Commission shall begin on the 1st of January and end on the 31st of December each year.

Fiscal
year.

Budget
annuel.

54. La Commission dresse son budget chaque année pour le prochain exercice financier et le dépose chez le secrétaire du Conseil avant le 1^{er} octobre pour approbation.

54. The Commission shall prepare each year its budget for the ensuing fiscal year and deposit it for approval with the secretary of the Council before the 1st of October.

Annual
budget.

Délai
pour sou-
mettre le
budget.

55. Le budget de la Commission est soumis au Conseil au plus tard le 15 novembre à une assemblée spéciale convoquée à cette fin.

55. The budget of the Commission shall be submitted to the Council not later than the 15th of November at a special meeting called for such purpose.

Date to
submit
budget.

Ajourne-
ment.

Cette assemblée est ajournée aussi souvent que nécessaire et, sous réserve de

Such meeting shall be adjourned as often as necessary and, subject to the following

Adjourn-
ment.

l'alinéa suivant, il ne peut être mis fin à cette assemblée sans que le budget ne soit adopté.

Entrée en vigueur automatique. Si le budget de la Commission n'a pas été adopté par le Conseil le 15 décembre, celui-ci entre automatiquement en vigueur à compter de cette date.

Demande de modifications. Cependant, si le budget entre en vigueur automatiquement en vertu des dispositions du présent article sans avoir été formellement approuvé par le Conseil, trois membres du Conseil peuvent s'adresser à la Commission municipale du Québec, par requête signifiée au Conseil et à la Commission de transport, et produite à la Commission municipale du Québec avant le 1^{er} janvier qui suit, pour faire modifier, en tout ou en partie, ce budget.

Décision de la Commission. La Commission municipale, après avoir avisé le Conseil et entendu celui-ci s'il en a manifesté le désir, doit rendre sa décision avant le 1^{er} février qui suit.

Confirmation, etc., du budget. Elle peut confirmer le budget ou le modifier. Elle ne peut cependant modifier le budget que si elle est convaincue qu'il comporte un préjudice sérieux pour les contribuables.

Paiement des dépenses d'appel. Elle peut ordonner le paiement, par les municipalités du territoire de la Commission ou la Commission, selon la partie qui succombe, du montant qu'elle estime équitable pour couvrir les dépenses encourues pour cet appel; l'ordonnance à cette fin est homologuée sur requête à la Cour provinciale ou à la Cour supérieure selon leur juridiction respective; l'ordonnance ainsi homologuée est exécutoire comme s'il s'agissait d'un jugement d'une telle Cour.

Ordonnance interlocutoire. Elle peut également rendre toute ordonnance interlocutoire pour sauvegarder les droits des intéressés pendant l'instance.

Budget supplémentaire. 56. La Commission peut, en cours d'exercice, adopter tout budget supplémentaire qu'elle juge nécessaire.

Entrée en vigueur, etc. Le secrétaire doit transmettre à chacun des membres du Conseil copie de ce budget au moins quinze jours avant qu'il soit soumis au Conseil. Si tel budget n'est pas adopté au cours de la séance du Conseil où il est présenté, il entre automatiquement en vigueur; en ce cas, il y a appel à la Commission municipale du Québec

paragraph, shall not be closed until the budget is adopted.

If the budget of the Commission is not adopted by the Council by the 15th of December, it shall automatically come into force from such date.

However, if the budget comes into force automatically under this section without having been formally approved by the Council, three members of the Council may apply to the Québec Municipal Commission, by a petition served upon the Council and the Transit Commission and filed with the Québec Municipal Commission before the ensuing 1st of January, to have such budget amended in whole or in part.

After it has notified the Council and heard the latter if it has so requested, the Québec Municipal Commission must render its decision before the ensuing 1st of February.

It may confirm or amend the budget. Nevertheless, it shall not amend the budget unless it is convinced that such budget entails serious prejudice to the ratepayers.

According to which party loses, it may order the municipalities in the territory of the Commission or the Commission to pay such amount as it considers equitable to meet the expenses incurred for such appeal; the order for such purpose shall be homologated upon a motion to the Provincial Court or the Superior Court according to their respective jurisdictions; the order so homologated shall be executory in the same manner as a judgment of such a court.

It may also make any interlocutory order to safeguard the rights of the interested parties during the suit.

56. During a fiscal year, the Commission may adopt any supplementary budget which it deems necessary.

The secretary shall transmit to each member of the Council a copy of such budget at least fifteen days before it is submitted to the Council. If such budget is not adopted during the meeting of the Council when it is submitted, it shall automatically come into force; in that case, an appeal shall lie to the Québec

Budget in force.

Petition for amendment.

Decision by Commission.

Confirm, etc., budget.

Expenses for appeal.

Interlocutory order.

Supplementary budget.

Coming into force, etc.

dans les quinze jours de cette séance conformément à l'article 55.

Municipal Commission within fifteen days after such meeting in accordance with section 55.

Gestion
du
budget.

57. Les commissaires sont responsables de la gestion du budget de la Commission selon les prescriptions de la présente loi.

57. The commissioners shall be responsible for the management of the budget of the Commission according to the prescriptions of this act.

Management
of
budget.

Fonds
disponi-
bles.

58. Les fonds appropriés par voie de budget pendant un exercice financier à des travaux déterminés restent disponibles pendant l'exercice suivant pour l'exécution de ces travaux, qu'ils soient commencés ou non.

58. The funds appropriated by a budget for specified work during a fiscal year shall remain available during the ensuing fiscal year for the carrying out of such work whether such work is begun or not.

Funds for
specified
work.

Affecta-
tion de
surplus,
etc.

59. Tout surplus ou déficit d'un exercice financier doit être porté aux revenus ou aux dépenses du budget de l'exercice suivant le rapport des vérificateurs, le tout sous réserve de l'adoption d'un budget supplémentaire.

59. Any surplus or deficit of a fiscal year shall be entered in the revenues or expenditures of the budget of the following fiscal year according to the report of the auditors, the whole subject to the adoption of a supplementary budget.

Surplus or
deficit.

Virement
de fonds.

60. Tout virement de fonds de la Commission requiert l'approbation du Conseil.

60. Any transfer of funds of the Commission must be approved by the Council.

Transfer
of funds.

Quote-
part des
dépenses.

61. Chaque année, au mois de mars, la Commission détermine par résolution la quote-part de son déficit d'exploitation pour l'année financière écoulée payable par chacune des municipalités de son territoire; une telle résolution doit, pour être valide, recevoir l'approbation de la Commission municipale du Québec.

61. In the month of March each year, the Commission shall determine by resolution the aliquot share of its operating deficit for the previous fiscal year payable by each of the municipalities in its territory; to be valid, such resolution shall be approved by the Québec Municipal Commission.

Aliquot
share of
expenses.

Déficits
d'exploit-
ation.

62. Le paiement des déficits d'exploitation de la Commission, y compris ceux qui résultent du paiement de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts de cette dernière, sont à la charge des municipalités desservies par le réseau de transport en commun de la Commission, soit par la circulation de véhicules de la Commission sur leur territoire, soit de toute autre manière indirecte dont la Commission décide de tenir compte avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

62. The payment of the Commission's operating deficits, including those which result from the payment of interest on and amortization of the loans of the Commission, shall be charged to the municipalities served by the Commission's public transit system either by the running of the Transit Commission's vehicles in the territory of such municipalities or in any other indirect manner which the Commission decides to take into account with the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

Payment
of deficit.

Réparti-
tion.

Ces dépenses sont réparties entre ces municipalités en proportion soit du nombre de milles parcourus sur le territoire de chacune durant l'année financière précédente, soit de la somme du nombre d'heures pendant lesquelles chaque véhi-

Such expenses shall be apportioned among such municipalities in proportion to the number of miles covered in the territory of each during the preceding fiscal year, or to the total number of hours during which each vehicle of the Commis-

Appor-
tionment.

cule de la Commission a circulé sur le territoire de chacune durant l'année financière précédente, soit de leur population, soit de l'évaluation uniformisée totale des immeubles imposables, situés dans chacune de ces municipalités, soit en proportion à la fois de quelques-uns ou de plusieurs de ces critères.

Échantillonnage.

Le nombre de milles parcourus et le nombre d'heures passées par les véhicules de la Commission dans le territoire de chaque municipalité peuvent être établis par échantillonnage.

Répartition.

La Commission n'est pas obligée de répartir les déficits d'exploitation afférents aux divers modes de transport en commun ni les déficits d'exploitation afférents à divers circuits d'un même mode de transport en commun entre les mêmes municipalités ou selon les mêmes critères.

sion circulated in the territory of each during the preceding fiscal year, or to their population, or to the total uniform valuation of the taxable immoveables situated in each of such municipalities, or according to certain or several of such criteria taken together.

The number of miles covered and hours spent by the Commission's vehicles within the territory of each municipality may be determined by verification.

Verification of miles, etc.

The Commission shall not be required to apportion the operating deficits connected with the various means of public transport or the operating deficits connected with various lines of a single means of public transport, among the same municipalities or according to the same criteria.

Apportionment.

Avis.

63. La Commission doit donner avis à chacune des municipalités du montant de sa quote-part.

Paiement.

Chaque municipalité doit dans les trois mois de la date de la réception de cet avis, payer à la Commission le montant de sa quote-part déterminé par résolution approuvée conformément à l'article 61.

63. The Commission must give notice to each municipality of the amount of its aliquot share.

Notice.

Within three months of the receipt of such notice, each municipality shall pay to the Commission the amount of its aliquot share determined by resolution approved under section 61.

Payment.

Taxes.

64. Chaque municipalité peut, aux fins de payer sa quote-part des dépenses de la Commission, imposer soit une taxe générale ou spéciale basée sur l'évaluation des biens-fonds imposables de son territoire, soit une taxe basée sur leur valeur locative, soit ces deux taxes, en suivant la procédure prévue à cette fin dans la loi qui la régit.

64. For the purpose of paying its aliquot share of the expenses of the Commission, each municipality may impose a general or a special tax based on the valuation of the taxable real estate in its territory, or a tax based on the rental value thereof, or both such taxes, by following the procedure prescribed for such purpose in the act governing it.

Tax.

Emprunts par billets, etc.

65. La Commission peut, avec l'autorisation de la Commission municipale du Québec, contracter des emprunts par billets, obligations ou autres titres, au taux d'intérêt et aux autres conditions approuvées par la Commission municipale du Québec. Le terme de ces emprunts ne peut en aucun cas excéder cinquante ans.

65. With the authorization of the Québec Municipal Commission, the Commission may contract loans by notes, bonds or other securities, at the rate of interest and on the other conditions approved by the Québec Municipal Commission. The term of such loans shall in no case exceed fifty years.

Contracting loans.

Emprunts par règlement.

66. Les emprunts de la Commission sont décrétés par règlement, sauf dans le cas des emprunts par billet dont le

66. The loans of the Commission shall be ordered by by-law, except in the case of loans by notes the term for repayment

Order for loans.

terme de remboursement n'excède pas un an; dans ce dernier cas, une simple résolution approuvée par la Commission municipale du Québec suffit.

Emprunts
tempo-
raires.

Cependant, dans le cas où un emprunt a été décrété par règlement, la Commission peut faire tout emprunt temporaire avec l'approbation de la Commission municipale pour le terme et aux conditions qu'elle jugera opportuns en attendant que l'emprunt permanent soit réalisé.

of which does not exceed one year; in such last mentioned case, a mere resolution approved by the Québec Municipal Commission shall be sufficient.

However, where a loan is ordered by by-law, the Commission may make any temporary loan with the approval of the Québec Municipal Commission, for the term and on the conditions it considers expedient while awaiting conclusion of the permanent loan.

Tempo-
rary loans.

Taux d'in-
térêt, etc.

67. La Commission avec l'approbation du Conseil peut fixer le taux d'intérêt sur ces emprunts et les échéances, déterminer les autres conditions des obligations, débentures, rentes inscrites, bons du trésor ou autres effets négociables émis ou à émettre, désigner tout endroit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays où un registre peut être tenu pour l'enregistrement ou le transfert des effets énumérés ci-dessus ainsi que les personnes autorisées à le tenir, et déterminer les conditions de leur émission et vente.

67. The Commission with the approval of the Council may fix the interest rates on these loans and the dates on which they become due, determine the other conditions of the bonds, debentures, registered stock, treasury bills or other negotiable securities issued or to be issued, designate any place inside or outside the country where a register may be kept for the registration or transfer of the securities hereinabove mentioned and the persons authorized to keep such register, and determine the conditions for their issue and sale.

Interest
rate, etc.

Disposi-
tions ap-
plicables.

68. Les dispositions de l'article 7 et des sections v à x de la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires s'appliquent à la Commission.

68. Section 7 and Divisions v to x of the Municipal and School Debt and Loan Act shall apply to the Commission.

Provisions
to apply.

Place-
ments au-
torisés.

69. Les obligations, billets et autres titres émis par la Commission sont des placements autorisés au sens du paragraphe a de l'article 981o du Code civil.

69. The bonds, notes and other securities issued by the Commission shall be authorized investments within the meaning of paragraph a of article 981o of the Civil Code.

Author-
ized in-
vest-
ments.

Respon-
sabilité
pour le
rembour-
sement.

70. Les municipalités du territoire de la Commission sont solidairement responsables envers les détenteurs d'obligations, billets et autres titres émis par la Commission du remboursement de ces derniers, en principal, intérêts et autres accessoires, de même que de toutes autres obligations contractées par la Commission envers ces détenteurs.

70. The municipalities in the territory of the Commission shall be jointly and severally liable toward the holders of bonds, notes and other securities issued by the Commission for the repayment of such bonds, notes and other securities, in principal, interest and other accessories, and for all other obligations contracted by the Commission towards such holders.

Joint and
several
liability.

Signature
des obli-
gations,
etc.

71. Les obligations, billets et autres titres de la Commission sont signés par le président ou le secrétaire de la Commission ou, en cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier, par la personne désignée à cette fin par règlement de la Commission.

71. The bonds, notes and other securities of the Commission shall be signed by the chairman or the secretary of the Commission or, if the secretary is absent or unable to act, by the person designated for such purpose by by-law of the Commission.

Signature
of bonds,
etc.

Fac-similé
des signa-
tures.

72. Le fac-similé de la signature du président peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les obligations et tel fac-similé a le même effet que si la signature elle-même y était apposée.

Idem.

Le fac-similé des signatures du président et du secrétaire de la Commission peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les coupons d'obligations émises par la Commission et tel fac-similé a le même effet que si les signatures elles-mêmes y étaient apposées.

Validité
des signa-
tures.

Bien qu'une personne dont la signature ou le fac-similé de signature a été apposé sur une obligation, un billet ou un autre titre de la Commission ou sur un coupon en qualité de président ou de secrétaire de la Commission, ait cessé d'agir en cette qualité avant que cette obligation, ce billet, ce titre ou ce coupon ne soit émis et livré, cette signature est néanmoins valide et lie la Commission de la même façon que si cette personne avait continué à agir en cette qualité à la date de cette émission et de cette livraison et la signature ou le fac-similé de la signature des personnes agissant en cette qualité à la date de l'apposition de cette signature ou de ce fac-similé sur une obligation, un billet, un coupon ou un autre titre de la Commission lie cette dernière bien qu'à la date de cette obligation, de ce coupon, de ce billet ou de ce titre, cette personne n'agissait pas en cette qualité.

Signature
des chè-
ques.

Le président ou toute autre personne autorisée par résolution de la Commission signe les chèques émis par la Commission. Le fac-similé de la signature du président ou de la personne autorisée peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les chèques avec le même effet que si la signature elle-même y était apposée.

Vérifica-
teurs.

73. Le ou avant le 1^{er} février de chaque année, la Commission doit nommer un ou des vérificateurs pour l'exercice financier courant. Ces vérificateurs doivent faire rapport à la Commission et au Conseil de leur examen dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent l'expiration de l'exercice financier. La Commission municipale du Québec peut ordonner la nomination de tout autre vérificateur qu'elle juge nécessaire et exiger un rapport.

72. The facsimile of the signature of the chairman may be engraved, lithographed or printed on the bonds and such facsimile shall have the same effect as if the signature itself had been affixed thereto.

Facsimile
of signa-
tures.

The facsimile of the signatures of the chairman and of the secretary of the Commission may be engraved, lithographed or printed on the bond coupons issued by the Commission and such facsimile shall have the same effect as if the signatures themselves had been affixed thereto.

Idem.

If a person whose signature or a facsimile of whose signature is affixed to a bond, note or other security of the Commission or on a coupon, as chairman or secretary of the Commission, ceases to act as such before such bond, note, other security or coupon is issued and delivered, that signature shall nevertheless be valid and bind the Commission as if such person had continued to act in that capacity on the date of such issue and delivery and the signature or facsimile of the signature of any person acting in that capacity on the date when such signature or facsimile of the signature is affixed to a bond, note, coupon or other security of the Commission shall bind it although on the date of such bond, coupon, note or other security, such person was not acting in that capacity.

Validity
of signa-
ture.

The chairman or any other person authorized by resolution of the Commission shall sign the cheques it issues. The facsimile of the signature of the chairman or the authorized person may be engraved, lithographed or printed on the cheques with the same effect as if the signature itself had been affixed thereto.

Signature
of cheques.

73. On or before the 1st of February each year the Commission shall appoint one or more auditors for the current fiscal year. Such auditors shall report to the Commission and to the Council on their examination within ninety days following the expiry of the fiscal year. The Québec Municipal Commission may order the appointment of any other auditor whom it deems necessary and require a report.

Auditors.

Exemption de taxes, etc.

74. La Commission n'est assujettie au paiement d'aucune taxe générale ou spéciale pour fins municipales ou scolaires, mais elle paie une compensation pour les services municipaux et les travaux d'amélioration locale dont elle bénéficie directement. À défaut d'entente sur le montant de cette compensation, celle-ci est déterminée par la Commission municipale du Québec.

74. The Commission shall not be required to pay any general or special tax for municipal or school purposes, but shall pay compensation for the municipal services and local improvement works from which it benefits directly. Failing agreement on the amount of such compensation, it shall be determined by the Québec Municipal Commission.

Excludes tax.

§ 5.—Dispositions générales

Utilisation de nom, etc.

75. Personne ne peut, sans l'autorisation de la Commission, utiliser de quelque façon que ce soit le nom de la Commission ou de l'un de ses services, son écusson ou son symbole graphique.

75. Without the authorization of the Commission, no person shall in any manner use the name of the Commission or of any one of its services, or its emblem or graphic symbol.

Use of name, etc.

Peines pour infractions.

Sans préjudice aux autres recours de la Commission, toute personne qui viole les dispositions du présent article est passible, pour chaque infraction, d'une amende n'excédant pas \$200 et d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois, sur plainte portée devant toute Cour municipale ayant juridiction dans le territoire de la Commission de transport.

Without prejudice to the other recourses of the Commission, any person infringing this section is liable, for each offence, to a fine of not more than \$200 and to imprisonment for not more than two months, upon the filing of a complaint before any Municipal Court which has jurisdiction in the territory of the Transit Commission.

Penalties for offence.

Permis de voyages à charte-partie.

76. 1. Aucun permis ne peut être accordé à un transporteur par la Régie des transports pour l'accomplissement de voyages spéciaux ou à charte-partie par autobus d'un point à un autre à l'intérieur du territoire de la Commission si le requérant ne produit pas, avec sa demande de permis, le consentement du président-directeur général de la Commission de transport ou d'un autre commissaire ou fonctionnaire de la Commission spécialement autorisé à cet effet par le président-directeur général, à moins que la Régie soit d'opinion que la Commission n'est pas en mesure de donner le service couvert par la demande de permis.

76. (1) No permit shall be granted by the Transportation Board to any carrier for the making of special or charter trips by autobus from one point to another within the territory of the Commission unless the applicant files, together with his application for the permit, the consent of the chairman and general manager of the Transit Commission or of another commissioner or officer of the Commission specially authorized for such purpose by the chairman and general manager, unless the Board is of opinion that the Commission is not in a position to provide the service covered in the application for the permit.

Permit for charter trips.

Permis de visites touristiques.

2. Aucun permis ne peut être accordé à un transporteur par la Régie des transports pour l'exploitation d'un service de visites touristiques (*sightseeing*) par autobus à l'intérieur du territoire de la Commission à moins que la Régie des transports soit d'avis, après avoir appelé la Commission à lui faire les représentations qu'elle juge appropriées, que cette dernière n'exploite pas et n'est pas sur le point d'exploiter

(2) No permit shall be granted to any carrier by the Transportation Board for the operation of a sightseeing bus service within the territory of the Commission unless the Transportation Board, after calling upon the Commission to submit to it the representations which it deems proper, is of opinion that the latter does not operate and is not about to operate such a sightseeing service which adequately

Permit for sightseeing bus service.

ter un tel service de visites touristiques qui réponde adéquatement aux besoins visés par la demande de permis.

Transport
d'écoliers.

3. Aucun contrat de transport d'écoliers ne peut être octroyé par une commission scolaire dont le territoire couvre en tout ou en partie le territoire de la Commission s'il n'a pas d'abord été offert par écrit à la Commission, qui a quinze jours pour accepter ce contrat aux tarifs prévus à l'article suivant ou pour refuser ce contrat; la demande de soumissions publiques prévue à l'article 207 de la Loi de l'instruction publique ne peut être faite qu'après le refus du contrat par la Commission.

Juridic-
tion.

La Commission a juridiction pour exécuter en dehors de son territoire un contrat qu'elle a accepté en vertu du présent article.

Permis de
service de
transport.

4. Aucun permis ne peut, sans le consentement de la Commission, être accordé par la Régie des transports pour l'exploitation, entièrement à l'intérieur du territoire de la Commission, d'un service de transport en commun qui n'est pas visé au paragraphe 1 ou 2.

Approba-
tion des
tarifs.

77. Avant d'exercer les pouvoirs prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'article précédent, la Commission doit soumettre à la Régie des transports, pour approbation, ses tarifs pour ces services.

Intérêt
pour com-
paraître,
etc.

78. La Commission a un intérêt suffisant pour comparaître devant la Régie des transports et faire toutes représentations qu'elle juge appropriées sur toute demande de permis faite par un transporteur de passagers et couvrant en tout ou en partie le territoire de la Commission ou le territoire périphérique soit relativement aux parcours, soit relativement aux arrêts, soit relativement à toute autre condition pouvant affecter ce permis.

Avis d'au-
diation.

Un avis de l'audition de telle demande de permis doit être transmis sans délai par la Régie des transports à la Commission de transport.

Bureau
des griefs.

79. La Commission peut constituer un bureau d'examen des griefs dans le territoire où elle exploite un service de transport en commun.

ly meets the needs referred to in the application for the permit.

(3) No contract for the transport of schoolchildren shall be granted by any school board whose territory covers all or part of the territory of the Commission unless it has first been offered in writing to the Commission, which shall have fifteen days either to accept such contract, in accordance with the tariffs provided for in the following section, or to refuse such contract; the public tenders provided for in section 207 of the Education Act shall not be called for except after the Commission has refused the contract.

Transport
of school-
children.

The Commission shall have jurisdiction to carry out, outside its territory, any contract which it has accepted under this section.

Jurisdic-
tion.

(4) No permit shall, without the consent of the Commission, be granted by the Transportation Board for the operation, entirely within the territory of the Commission, of a public transport service not contemplated in subsection 1 or 2.

Permit for
transport
service.

77. Before exercising the powers contemplated in paragraphs 2 and 3 of the preceding section, the Commission shall submit its tariffs for such services for the approval of the Transportation Board.

Approval
of tariffs.

78. The Commission shall have a sufficient interest to appear before the Transportation Board and to make any representations it deems proper respecting any application for a permit made by a carrier of passengers and covering all or part of the territory of the Commission or the peripheral territory, respecting routes, stops or any other condition which might affect such permit.

Interest
to appear,
etc.

Notice of the hearing of such application for a permit shall be forwarded without delay by the Transportation Board to the Transit Commission.

Notice of
hearing.

79. The Commission may establish a bureau for the examination of complaints in the territory where it operates a public transport service.

Grievance
bureau.

Désignation des membres.	À cette fin elle doit désigner au moins trois et au plus cinq personnes chargées de se réunir au moins une fois par mois afin d'entendre tout usager du service de transport en commun qui lui soumet un grief portant sur ce service.	For such purpose it shall designate not less than three nor more than five persons to meet at least once a month to hear any person using the public transport service who submits to it a complaint relating to such service.	Désignation of members.
Recommandations.	Les membres de ce bureau sont tenus de faire toute recommandation qui leur semble appropriée dans les circonstances.	The members of such bureau must make any recommendation they deem proper in the circumstances.	Recommendations.
Peines pour infractions.	80. La Commission peut imposer pour chaque infraction aux dispositions d'un règlement de la Commission, une amende, avec ou sans frais, ou un emprisonnement.	80. The Commission may impose for each offence against the provisions of any by-law of the Commission either a fine, with or without costs, or imprisonment.	Penalties for offences.
Idem.	Lorsque la peine imposée est une amende, avec ou sans frais, le règlement peut prescrire l'emprisonnement du contrevenant à défaut de paiement du montant de la condamnation dans le délai imparti par le tribunal, mais l'emprisonnement cesse dès que ce montant est payé.	When the penalty imposed is a fine, with or without costs, the by-law may provide for the imprisonment of the offender failing payment of the amount of the fine within the delay prescribed by the court, but the imprisonment shall cease upon payment of such amount.	Idem.
Peines maximales.	Sauf prescription contraire de la présente loi, l'amende ne doit en aucun cas excéder cinq cents dollars, ni l'emprisonnement durer plus de soixante jours. Cependant, dans le cas de récidives dans les douze mois de la date de la première offense, l'amende pour la première récidive peut être d'un minimum de cent dollars et d'un maximum de cinq cents dollars et toute récidive subséquente d'un minimum de cinq cents dollars et d'un maximum de mille dollars.	Save where otherwise provided by this act, the fine shall in no case exceed five hundred dollars nor shall the imprisonment last longer than sixty days. However, in the case of subsequent offences committed within twelve months of the date of the first offence, the fine for a first subsequent offence may be of a minimum of one hundred dollars and a maximum of five hundred dollars and for any subsequent offence, of a minimum of five hundred dollars and a maximum of one thousand dollars.	Penalties restricted.
Infraction continue.	Si l'infraction à un règlement est continue, cette continuité constitue jour par jour une infraction séparée.	If the offence against a by-law continues, such continuation shall constitute a separate offence, day by day.	Continuation of offence.
Frais.	Les frais comprennent, dans tous les cas, les frais d'exécution du jugement.	The costs shall include in all cases the costs of the execution of the judgment.	Costs.
Discretion du tribunal.	Toutefois, lorsque, au lieu d'une pénalité fixe, un règlement prévoit soit une pénalité maximum et une pénalité minimum, soit une pénalité maximum seulement, le tribunal peut, à sa discrétion, imposer, dans le premier cas, la pénalité qu'il juge à propos dans les limites de ce maximum et de ce minimum, et, dans le second cas, celle qu'il juge à propos jusqu'à concurrence de ce maximum.	Nevertheless, whenever, instead of a fixed penalty, a by-law provides either a maximum and minimum penalty or a maximum penalty only, the court may, at its discretion, impose, in the first instance, such penalty as it sees fit within the limits of such maximum and such minimum, and, in the second instance, such penalty as it sees fit up to the extent of such maximum.	Discretion of court.
Jurisdiction de la Cour municipale.	81. Toute Cour municipale du territoire de la Commission a juridiction pour connaître de toute infraction aux règlements de la Commission; la plainte doit autant que possible être portée devant la	81. Every municipal court in the territory of the Commission shall have jurisdiction to hear any suit for the infringement of the by-laws of the Commission, but the complaint, as far as possible, must	Jurisdiction of Municipal Court.

Cour municipale du domicile ou de la place d'affaires de l'intéressé.

Amendes. L'amende appartient à la Commission et les frais à la municipalité dont la Cour municipale a rendu le jugement.

Prescription. **82.** Nulle poursuite pour infraction à un règlement de la Commission ne peut être intentée après l'expiration des six mois qui suivent la date de la commission de cette infraction.

Demandeur. Cette poursuite ne peut être intentée que par la Commission.

Poursuites sommaires. **83.** Les poursuites sont entendues et jugées suivant la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35). La deuxième partie de cette loi s'applique à ces poursuites.

Prorogation de délai par le lt-g. en c. **84.** Tout délai accordé par la présente loi à la Commission pour adopter une mesure ou pour poser un geste peut être prorogé par le lieutenant-gouverneur en conseil à la demande de la Commission, par arrêté en conseil, qui doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec* pour une période d'au plus un an.

Règlements, etc., adoptés par lt-g. en c. **85.** À défaut par la Commission d'adopter un règlement ou une résolution dans le délai imparti par la présente loi, ce règlement ou cette résolution peuvent être adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil et lient la Commission comme si ce règlement ou cette résolution avaient été adoptés par la Commission.

Approbation d'abrogation, etc. Un règlement et une résolution ainsi adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil ne peuvent être abrogés ou modifiés qu'avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolution, etc., après délai imparti. **86.** Rien dans la présente loi n'est censé empêcher la Commission d'adopter une résolution ou un règlement après le délai imparti par la présente loi, mais avant que cette résolution ou ce règlement aient été adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Objections, etc. **87.** Nulle objection faite à la forme ou fondée sur l'omission d'une formalité,

be brought before the municipal court of the domicile or of the place of business of the interested party.

The fine shall belong to the Commission and the costs shall be awarded to the municipality whose municipal court rendered the judgment.

Prescription. **82.** No prosecution for infringement of a by-law of the Commission shall be brought after the expiry of six months following the date when such infringement was committed.

Such prosecution shall be brought only by the Commission.

83. Prosecutions shall be heard and tried under the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35). Part II of that act shall apply to such prosecutions.

84. Any delay granted by this act to the Commission to adopt any measure or to perform any act may be extended for a period not exceeding one year by the Lieutenant-Governor in Council, upon application by the Commission, by an order in council which shall be published in the *Québec Official Gazette*.

85. If the Commission fails to pass a by-law or a resolution within the delay prescribed by this act, such by-law or such resolution may be passed by the Lieutenant-Governor in Council and shall be binding upon the Commission in the same manner as if such by-law or such resolution had been passed by the Commission.

No by-law or resolution so passed by the Lieutenant-Governor in Council shall be repealed or amended without the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

86. Nothing in this act shall be construed as preventing the Commission from passing a resolution or by-law after the delay prescribed by this act, but before such resolution or by-law is passed by the Lieutenant-Governor in Council.

87. No objection made to the form or based upon the omission of any formal-

Fines.

Prescription.

Plaintiff.

Procedure for prosecutions.

Extension of delay by L.-G. in C.

Power of L.-G. in C. to make by-laws, etc.

Approval of repeal, etc.

Resolution, etc., after delay.

Objections, etc.

même impérative, ne peut être admise dans une action, poursuite ou procédure quelconque concernant une matière prévue par la présente loi, à moins qu'une injustice réelle ne doive résulter du rejet de cette objection ou qu'il ne s'agisse d'une formalité dont l'omission comporte nullité en vertu d'une disposition expresse de la présente loi.

Insuffi-
sance,
etc.,
d'avis.

88. Toute personne qui s'est confor-
mée à un avis ou qui, de quelque manière
que ce soit, s'est mise suffisamment au
fait de sa teneur ou de son objet ne peut
invoker ultérieurement l'insuffisance ou
le défaut de forme de cet avis, ni l'omission
de sa publication ou de sa signification.

Procès-
verbaux,
etc.,
publics.

89. Les procès-verbaux ainsi que les
résolutions de la Commission sont des
documents publics et le secrétaire de la
Commission est tenu d'en laisser prendre
connaissance par quiconque durant les
heures normales de bureau et d'en délivrer
à quiconque en fait la demande des copies
ou des extraits sur paiement des hono-
raires exigibles en vertu du tarif fixé par
la Commission et approuvé par le ministre.

Copies
des docu-
ments.

90. Le secrétaire de la Commission
est tenu de transmettre sans frais, sur
demande, à toute municipalité du terri-
toire de la Commission, copie de tout
document faisant partie des archives de
la Commission.

Secrétaire
intéri-
maire.

91. Le ministre désigne une personne
qui agit comme secrétaire intérimaire du
Conseil jusqu'à la nomination d'un secré-
taire par celui-ci.

Délai
pour
première
assemblée.

92. La première assemblée du Conseil
au cours de laquelle doit être élu le prési-
dent du Conseil est tenue dans les qua-
rante-cinq jours de l'entrée en vigueur de
la présente loi; cette assemblée est présidée
par le ministre ou son représentant.

Délai
d'exercice.

93. Le Conseil doit exercer le pouvoir
que lui accorde l'article 25 dans les
soixante jours de l'entrée en vigueur de la
présente loi.

Entrée en
vigueur.

94. La présente loi entre en vigueur
le jour de sa sanction.

ity, even peremptory, shall be allowed
in any action, suit or proceeding respecting
any matter contemplated in this act,
unless a real injustice would result from
the dismissal of such objection or unless
it relates to a formality the omission of
which entails nullity under an express
provision of this act.

88. No person who has complied
with a notice or informed himself suffi-
ciently in any way regarding the content
or object thereof, shall subsequently in-
voke insufficiency or defect in the form
of such notice, or the failure to publish or
to serve it.

Insuffi-
ciency,
etc., of
notice.

89. The minutes and the resolutions
of the Commission shall be public docu-
ments, and the secretary of the Commis-
sion shall allow anyone to examine them
during normal office hours, and deliver
copies thereof or extracts therefrom to
anyone requesting them upon payment of
the fees payable under the tariff fixed by
the Commission and approved by the
Minister.

Minutes,
etc.,
public.

90. The secretary of the Commission
must send gratuitously, upon request, to
any municipality in the territory of the
Commission, a copy of any document for-
ming part of the records of the Com-
mission.

Copies
sent.

91. The Minister shall designate a
person who shall act as interim secretary
of the Council until a secretary is appoint-
ed by it.

Interim
secretary.

92. The first meeting of the Council at
which the chairman of the Council must
be elected shall be held within forty-five
days of the coming into force of this act;
this meeting shall be presided over by the
Minister or his representative.

Delay for
first
meeting.

93. The Council must exercise the
powers granted to it by section 25 within
sixty days of the coming into force of
this act.

Delay to
exercise
powers.

94. This act shall come into force on
the day of its sanction.

Coming
into force.